

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHE N° 2025960TRAV002

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE TROIS TABLEAUX
DIVISIONNAIRES AU SEIN DE L'OBSERVATOIRE DE
PARIS - SITE DE MEUDON**

Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
75014 PARIS

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Remplacement de trois tableaux divisionnaires au sein de l'Observatoire de Paris - site de Meudon
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	0
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération	4
3.2 - Maître d'œuvre	5
3.3 - Bureau de contrôle	5
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	5
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Protection des données à caractère personnel	5
6 - Durée et délais d'exécution	6
6.1 - Délai d'exécution	6
6.2 - Délai d'exécution	6
6.3 - Calendrier détaillé d'exécution	6
7 - Prix	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Modalités de variation des prix	7
8 - Retenue de garantie	7
9 - Avance	7
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
9.2 - Garanties financières de l'avance	8
10 - Modalités de règlement des comptes	8
11 - Conditions d'exécution des prestations	11
11.1 - Dispositions particulières à l'exécution du chantier	11
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	11
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier	11
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
11.6.3 - Documents à fournir après exécution	11
11.6.4 - Sous-traitance	11
12 - Développement durable	12
13 - Réception	12
14 - Garantie des prestations	12
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
16 - Pénalités	13
16.1 - Pénalités de retard	13
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	14
17 - Assurances	14
18 - Résiliation du contrat	14
18.1 - Résiliation aux torts du titulaire	14
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
19 - Règlement des litiges et langues	15
20 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Les travaux de remplacement de trois armoires électriques au sein de l'Observatoire de Paris - site de Meudon.

Lieu(x) d'exécution :
Observatoire de Paris - site de Meudon
32 avenue Marcellin Berthelot
92195 Meudon

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 à 6 :

- ❖ Annexe01_FACADES ARMOIRES PROJET
- ❖ Annexe02_SCHEMA ARMOIRE TYPE_TGBT POSTE LIVRAISON
- ❖ Annexe03_SCHEMA ARMOIRE TYPE_TGBT DIL
- ❖ Annexe04_SCHEMA ARMOIRE TYPE_TGBT UNIDIA ATELIER
- ❖ Annexe05_Rapport Amiante Avant Travaux n° 2025-06-007 #A2
- ❖ Annexe06-vpr bat 2

- Le planning prévisionnel ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'attestation de visite remise lors de la visite obligatoire
- Toutes les normes citées dans le CCTP.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la cellule immobilière de l'Observatoire de Paris.

3.2 - Maitre d'œuvre

Le maitre d'œuvre est le Bureau d'études LBE INGENIERIE, 101 bis rue Eugène Delacroix, 91210 DRAVEIL.

3.3 - Bureau de contrôle

Le Bureau de contrôle est le bureau d'études BUREAU APAVE, 3 rondpoint des Saules, 78286 GUYANCOURT.

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la maîtrise d'œuvre.

3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet.

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par le titulaire du marché.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du marché

La durée du marché court à compter de la notification du marché et jusqu'à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement.

6.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser dans le cadre de la remise d'un planning prévisionnel dans son offre, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants indiqués dans le CCTP.

Délai d'exécution estimatif de l'opération à ne pas dépasser : **64 jours ouvrés. Le délai d'exécution des travaux** prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

6.3 - Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation du titulaire dans le cadre du planning prévisionnel d'exécution.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par le titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié au titulaire.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service au titulaire.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Le prix du marché est ferme pendant toute la durée du marché.

8 - Retenue de garantie

Conformément aux articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35, le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3%.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou sur sa demande et avec l'accord du Maître d'ouvrage par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 et R.2391-25 du code de la commande publique.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si le titulaire y renonce expressément en le mentionnant dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753496900013

- Numéro de bon de commande : 45000*****

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s) ;

La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement ;

Les références du présent marché (numéro-objet) ; 2025*****

La référence du bon de commande ; 45000*****

Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;

La date de livraison ou date de réception du marché ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations ;

Le montant total TTC.

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande

Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Au dépôt de la facture, le code service : FACTURES_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: gestion.sf@obspm.fr

10.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct.

Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

10.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11 - Conditions d'exécution des prestations

11.1 - Dispositions particulières à l'exécution du chantier

Voir CCTP.

11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Voir CCTP

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, conformément aux dispositions du CCTP.

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Voir CCTP.

En cas de retard de non-respect de ces dispositions (et celles du CCTP) par le titulaire des pénalités seront appliquées conformément à l'article 16 du présent CCAP.

11.6.4 - Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter une partie des prestations sous réserve du respect du CCTP.

L'Observatoire de Paris devra en avoir été informé dans un délai raisonnable et avoir donné son accord préalable express et écrit.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulant sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans les CCTP.

L'observatoire se réserve le droit de demander au titulaire les documents économiques et ou tout autre justificatif faisant état du bon niveau de formation des techniciens de l'entreprise sous-traitante.

Le Titulaire tiendra à jour la liste de ses sous-traitants.

En toutes hypothèses, il demeure toutefois responsable des prestations confiées à tous les sous-traitants, sans que l'Observatoire de Paris ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le Titulaire restera l'unique interlocuteur de l'Observatoire de Paris.

Procédures d'acceptation des sous-traitants :

Le Titulaire s'engage à respecter les procédures telles que définies ci-après.

Le Titulaire indiquera (via le formulaire DC4 éventuellement, sans obligation) :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,

Le non-respect de cette procédure, pourra entraîner l'application de pénalités et la résiliation du marché pour faute du titulaire, sans indemnisation possible.

12 - Développement durable

Le Titulaire devra respecter les normes environnementales dans le cadre du présent marché. Il devra dès lors justifier d'une démarche en faveur du développement durable et devra utiliser des produits en fonction de leur qualité en termes de performances environnementales. Le Titulaire s'engage à respecter la législation française concernant la protection de l'environnement et la prévention de la pollution.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire devra être force de proposition auprès de l'Observatoire de Paris en matière de protection de l'environnement. Le titulaire devra se conformer aux stipulations du CCTP.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le présent marché comporte également un critère d'attribution à caractère environnemental.

13 - Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16.1 - Pénalités de retard

- Délai contractuel d'exécution ou de livraison dépassé, par le fait du titulaire : 500,00 € HT par jour de retard calendaire
- Absence non justifiée ou non excusée au moins 24 heures avant chaque réunion de chantier : 200,00 € HT par absence
- Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité, à la signalisation générale du chantier 300,00 € HT
- Retard dans la remise ou dans la diffusion de documents nécessaires à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, plans de synthèse, études de détail, PV d'essais...) 200,00 € HT
- Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin 200,00 € HT
- Retard dans la remise du décompte final 200,00 € HT par jour de retard calendaire
- Infraction grave à la sécurité 1500,00 € HT
- Retard dans le nettoyage de chantier et/ou de ses abords (comprenant notamment l'enlèvement de matériaux) 200,00 € HT
- Retard dans la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé 200,00 € HT par jour de retard calendaire
- Retard dans la remise du DOE 500,00 € HT par jour de retard calendaire
- Retard pour la levée des réserves notifiées lors de la réception 200,00 € HT par jour de retard calendaire
- Non-respect de tout autre disposition du présent marché 200,00 € HT.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché.

Les pénalités de retard pourront s'appliquer sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 2000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le contrat peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :
 - Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 20% du montant forfaitaire annuel des prestations assurées.
 - Inobservation des règles de sécurité,
 - Inobservation de l'obligation de confidentialité,
 - Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
 - En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

La résiliation d'un contrat intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 1/12ème (un douzième) du forfait annuel hors taxes. Ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par L'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux